

Port-au-Prince, le 06 Aout 2023

Lettre ouverte aux pays frères de l'Afrique, terre de nos ancêtres, particulièrement les pays de l'Union Africaine (UA)

« Aucun des pays de la terre de nos ancêtres (l'Afrique) ne doit servir de caisse de résonance ou de bras armés des anciennes puissances coloniales, esclavagistes, transformées en puissances impérialistes et aujourd'hui engagées activement dans un projet criminel de déstabilisation d'Haïti, de sabotage systématique de sa souveraineté dont l'occupation américano-onusienne constitue une étape dangereuse »

Honorables Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays frères d'Afrique,

Nous, organisations haïtiennes signataires et personnalités, avons appris avec stupéfaction la nouvelle surprenante qu'un pays frère comme le Kenya a accepté de diriger contre Haïti une force d'occupation américano-onusienne déguisée sous le label de « force multinationale » pour mieux tromper l'opinion publique nationale et internationale, tenter ainsi de cacher le coté machiavélique de cette initiative. Il est à noter que pour préparer l'opinion publique nationale et internationale à l'acceptation de cette forfaiture, le pouvoir en place, les gangs armés sont mobilisés à l'échelle nationale dans l'objectif de créer un chaos total susceptible de justifier l'occupation américano-onusienne de notre pays. Ainsi, les gangs armés sont autorisés à violer collectivement fillettes, femmes, à massacrer, kidnapper, terroriser quotidiennement la population sans défense livrée à elle-même.

Honorables Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays frères d'Afrique

Nous tenons à souligner à votre attention l'implication des Etats-Unis d'Amérique dans le processus d'approvisionnement en armes et en munitions des gangs qui sèment, en toute quiétude, la terreur et la mort en Haïti. Suivant un rapport de l'**Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC)** publié en mars 2023, les armes et munitions utilisées par les gangs proviennent en particulier des Etats-Unis d'Amérique. L'ONUDC, dans ce même rapport, a confirmé une augmentation du trafic illégal d'armes en provenance majoritairement des Etats-Unis vers Haïti, à partir de l'Etat de Floride. Comment comprendre ou espérer que les USA ayant une si lourde responsabilité dans l'acheminement d'armes et de munitions aux gangs puissent en même temps prétendre aider à les combattre effectivement à travers une soi-disant force multinationale ? Paradoxalement, quel intérêt auraient tout d'un coup les USA à les pourchasser ?

Etonnamment, malgré cette situation contradictoire, le gouvernement du Kenya a, dans un communiqué du Ministère des Affaires Etrangères, annoncé qu'il serait prêt à assurer le leadership d'une force multinationale et à déployer en Haïti un contingent de 1000 policiers soi-disant destiné à aider à la formation de la police haïtienne, à rétablir la normalité en Haïti. Il n'attend qu'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'accord des autorités locales pour entamer son opération de déploiement. Dans son empressement, il a même prévu dans les prochaines semaines, selon l'Agence France Presse, **« une mission d'évaluation conduite par une équipe opérationnelle de la police du Kenya.» De quelle opérationnalité s'agit-il ? Quelle connaissance de la réalité du terrain aurait une telle équipe pour mener à bien l'évaluation d'une situation qu'elle ne perçoit tout au plus que par des rapports biaisés rédigés par des agents complices du Core Group ?**

Il convient de souligner que le Kenya a précipitamment accepté de s'impliquer dans cette aventure politique suspecte après que le Canada et d'autres pays avaient dû, sous la pression d'un certain nombre de citoyens/nés avertis/es, rejeter la demande des USA d'assumer le leadership de cette force d'occupation que le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres et le gouvernement étatsunien entendent imposer

par tous les moyens. Le gouvernement du Kenya s'est-il demandé pourquoi le Canada et d'autres pays ont, de fait, refusé, en dépit des pressions exercées ou des avantages offerts, de s'engouffrer dans cette entreprise douteuse ? S'est-il interrogé sur les vrais objectifs d'une telle entreprise ? A-t-il pris le temps nécessaire, à l'instar des autres pays déjà contactés en ce sens, de réfléchir sur la signification politique et les conséquences désastreuses d'une telle aventure tout à fait suspecte ? A un moment où plusieurs pays d'Afrique commencent à se libérer de l'emprise de l'Occident ou à s'écarter de la logique des pratiques néocoloniales néfastes de l'Occident, le Kenya peut-il se permettre, pour le plus grand malheur d'Haïti, de contribuer au renforcement de pratiques aussi pernicieuses et déstabilisantes ?

Le gouvernement du Kenya a-t-il cherché à comprendre les objectifs inavoués et inavouables d'une pareille manœuvre qui va à l'encontre de ce qui est solennellement proclamé dans l'acte constitutif et la Charte de l'Union Africaine (UA) ? En effet, il est mentionné à l'Article II de la Charte : « *Les objectifs de l'Organisation sont les suivants : (a) Renforcer l'unité et la solidarité des Etats africains ; (b) Coordonner et intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique ; (c) Défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale et leur indépendance ; (d) Eliminer, sous toutes ses formes, le colonialisme de l'Afrique ; (e) Favoriser la coopération internationale, en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ;* »¹ L'Article III indique : « *Les Etats Membres, pour atteindre les objectifs énoncés à l'Article II, affirment solennellement les principes suivants : Egalité souveraine de tous les Etats membres ; Non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats ; Respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son droit inaliénable à une existence indépendante ;* »

Honorables Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays frères d'Afrique,

Vous conviendrez avec nous que la démarche des dirigeants/tes du Kenya s'inscrit dans une logique totalement opposée à ce qui est proclamé dans la charte de l'UA et qu'il y a lieu dans cette situation de l'inviter, au nom de ces principes cardinaux officiellement adoptés, à revoir en urgence cette démarche portant atteinte grave à la souveraineté d'Haïti, à son droit à l'autodétermination. Il vous revient le devoir de trouver la stratégie la plus efficace pour expliquer aux dirigeants de ce pays frère qu'un tel choix est susceptible d'encourager, de renforcer en Haïti l'ingérence déjà inacceptable des puissances impérialistes dont les Etats-Unis d'Amérique particulièrement.

Assumer pour le profit des USA le leadership de cette force d'occupation revient tout simplement à les aider à consolider leur mainmise génocidaire sur ce pays, le nôtre qui a réalisé la première et la seule révolte d'esclaves réussie de toute l'histoire de l'humanité et qui a du même coup changé l'ordre mondial, colonial, raciste et esclavagiste. Cette révolution a constitué un grand espoir pour le monde noir et tous les peuples opprimés de la planète en quête de liberté et de bien-être collectif. Christiane TAUBIRA a mis en évidence ce qu'Haïti représente pour le monde et les noirs en particulier en ces termes : « *Ce n'est pas à moi seule que le peuple d'Ayiti a ouvert les avenues d'un monde de justice et de fraternité. Ce fut aussi au monde noir, dans son entier, qui y reconnaît la première République noire Indépendante, arrachée puis codifiée par d'anciens esclaves, édifiée à la morgue de l'empire colonial. ...Ce fut aussi un cadeau pour le monde opprimé dans sa quête de référence et de modèle dans un univers non seulement hostile, mais qui, comme l'assénait Frantz Fanon, déjà s'emparait de son passé pour le défigurer, le distordre.* »²

Cette terrible crise multidimensionnelle que traverse Haïti est donc cyniquement fabriquée et entretenue en grande partie par les anciennes puissances coloniales esclavagistes et racistes transformées présentement en puissances impérialistes. Ces dernières sont en train d'étouffer notre pays avec le concours efficace des

¹ <http://www.leganet.cd/Legislation/Conventions.int/charteOUA.25.05.63.htm>

² <https://ayibopost.com/la-lettre-de-christiane-taubira-au-peuple-haitien-en-2004/>

collabos locaux composés de dirigeants politiques marionnettes, corrompus, criminels, mafieux imposés par Washington et celui des oligarques également corrompus, criminels qui financent les gangs armés..

Tout cela s'inscrit dans le cadre d'une guerre globale de ces anciennes puissances coloniales, racistes, contre Haïti parce qu'elle avait osé casser les chaînes de l'esclavage et créer ainsi les conditions pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial antiesclavagiste, anticolonial et antiraciste.

Il s'agit aujourd'hui pour ces puissances d'asservissement de déstabiliser notre pays, d'effacer le peuple haïtien à l'instar des premiers habitants de cette terre, le peuple Taïno décimé par les colons espagnols et de construire une Haïti sans les Haïtiens/nes. Dans cette perspective, elles sont en train d'alimenter le chaos construit pour tenter de justifier et légitimer leur projet d'occupation militaire aux fins d'un contrôle politique beaucoup plus systématique et du pillage total de nos richesses. Dans ces conditions, comment croire que les USA auraient la volonté d'aider le peuple haïtien à éliminer les gangs armés alors qu'il s'agit d'une stratégie d'anéantissement de la résistance du mouvement populaire?

Honorables Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays frères d'Afrique,

Nous vous exhortons à vous pencher sur la situation révoltante de notre pays afin de bien la comprendre pour mieux nous aider à la surmonter et surtout convaincre le Kenya sur la nécessité de ne pas se laisser entrainer dans la logique meurtrière des puissances impérialistes qui s'acharnent à enterrer la souveraineté d' Haïti.

Pays frères de l'Afrique des ancêtres, il est impératif d'agir de manière à éviter qu'aucun pays du continent africain ne joue le rôle de caisse de résonance des anciennes puissances coloniales, esclavagistes, impérialistes. Et que la solidarité agissante de l'Afrique avec Haïti soit désormais le mot d'ordre privilégié. Comme l'a souligné le Professeur André Ntonfo : « *L'Afrique incarne la souche sociologique de Haïti ; Haïti symbolise la lutte pour la libération du Noir colonisé et asservi par les nations impérialistes* »³ Au nom de ce solide lien, au nom de ce que Haïti symbolise et au nom du panafricanisme, « *mouvement de solidarité pour l'émancipation des peuples Noirs à travers le monde* »⁴ qui porte ainsi une vision politique d'émancipation tant de l'Afrique que de sa diaspora, le Kenya ne doit pas « *choisir la servitude impérialiste plutôt que la solidarité panafricaine* » comme l'a fait remarquer The Black Alliance For Peace.

Il importe de rappeler qu'Haïti a une longue tradition de solidarité avec les peuples en lutte en passant par ceux de l'Amérique latine, de la Grèce et de l'Afrique. C'est dans cette logique que le Président haïtien Nord Alexis avait confié à Benito Sylvain, considéré comme l'un des premiers apôtres du panafricanisme, le soin d'apporter le soutien effectif d'Haïti à l'Ethiopie menacée par l'Italie. Le président Alexis « *a aidé le roi Ménélik II à acheter des canons à la Russie pour défaire l'armée italienne dans la bataille d'Adoua en Ethiopie* »⁵. Le président Nord Alexis insistait : « *Nous devons aider l'empereur Ménélik d'une façon complètement désintéressée à maintenir l'indépendance nationale de son empire et à lui assurer dans la plénitude de ses droits souverains une voie normale de progrès. Si l'Ethiopie tombe, nous serons les seuls à nous battre contre le colonialisme mais si elle résiste, notre exemple fera du chemin et libérera l'Afrique du joug colonial.* »⁶

Honorables Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays frères d'Afrique,

³ <https://www.alterpresse.org/spip.php?article2440>

⁴ <https://archipel.uqam.ca/5941/1/M13225.pdf>

⁵ <https://forumhaiti.forumactif.com/t14044-ayiti-et-l-ethiopie-sous-le-gouvernement-du-president-nord-alexis>

⁶ Ibid

Voici un exemple de solidarité concrète que nous vous invitons à suivre et à pratiquer pour aider Haïti à recouvrer sa souveraineté hypothéquée et perpétuer le symbole de liberté et de dignité du Peuple noir qu'elle a toujours été.

Le peuple haïtien souhaite vous retrouver à ses côtés et vous remercie à l'avance de votre solidarité concrète pour l'aider à sortir de cette impasse dangereuse, à contourner l'aterrissage imminent de ce projet guerrier et meurtrier d'occupation. Une telle solidarité permettra à Haïti non seulement d'écarter résolument le déploiement de troupes étrangères d'occupation et d'obtenir en conséquence :

- le recouvrement de sa souveraineté nationale pour mettre fin à l'ingérence des puissances impérialistes ;
- la fin du soutien indécent de la frange déstabilisatrice de l'international en particulier des USA, du Canada et de la France au gouvernement criminel PHTK d'Ariel Henry et la mise en place d'un gouvernement de transition crédible ;
- l'application effective de la **Résolution 2653 (2022)** adoptée par le Conseil de Sécurité le 21 octobre 2022 **interdisant le trafic d'armes des Etats-membres de l'ONU vers Haïti** ;
- la suspension par les Etats-Unis de l'approvisionnement en armes et en munitions des gangs ainsi que la récupération rapide des armes déjà introduites ;
- la mise sur pied d'une Commission d'enquête indépendante chargée d'évaluer les dix-huit années d'accompagnement de l'ONU afin de mettre à jour ses responsabilités dans la situation chaotique actuelle ;
- **l'octroi, au nom d'Haïti, de la part de l'ONU d'une autre décennie des Afro-descendants 2024-2033.** A noter qu'Haïti, la première à briser les chaînes de l'esclavage a été reléguée au dernier rang dans le cadre de la célébration de cette **Décennie Internationale des personnes d'ascendance africaine** alors que l'ONU aurait dû lui accorder une place d'honneur.

Honorables Chefs d'Etat et de Gouvernement des Pays frères d'Afrique,

Nous, organisations signataires et personnalités, voulons terminer en vous rappelant l'urgente nécessité de nous apporter votre solidarité concrète dans cette situation de menace extrême. Nous voulons garder la ferme conviction que vous ne manquerez pas de prendre une position ouverte contre le projet criminel d'occupation d'Haïti et particulièrement contre la décision regrettable du Kenya de persister à s'impliquer dans une telle entreprise mettant à mal notre souveraineté nationale déjà laminée.

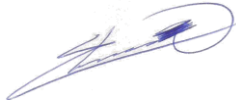
***Vive la solidarité de tous les pays d'Afrique avec Haïti,
Vive la solidarité des peuples du monde entier avec Haïti !***

Suivent les signatures :

Alternative Socialiste (ASO) / Jean Hénold Buteau et Jean-Paul Bastien
 ALBA MOVIMIENTOS, Chapitre Haïti /Islanda Micheline Aduel
 Michel Frantz Grandoit, prêtre engagé
 Comité Democrático Haitiano en Argentina / Henri Boisrolin
 KONAKOM, Dunois Erick Cantave
 NEHRO / Josue Renaud
 Me Jean Oreste Junior Appilar Morin
 Réseau caribéen Panafricanistes / Mirtha Desulme
 Mouvement des Jeunes carrefour feuilles / Joseph Fenel
 Inisyativ Patriyòt Maryen (IPAM) / Hugues Célestin
 Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen / Origène Louis
 Sek Makandal/Wendy Mentor
 Esklav Revòlte / Jean Wilgins Charles
 Latibonit Kanpe pou Ayiti (LAKAY) / Rigaud Velumat
 Grandans Reveye / Legagneur Bouchensky
 PPN / Bernadin Kény
 Georges Eddy Lucien / citoyen engagé
 James darbouze / citoyen engagé
 Òganizasyon Feminis Danto / Vanessa Jeudi
 BRIGADA DESSALINES / Ricardo Cabaño
 Rezistans pou Ayiti / Patrice Célestin
 Mouvman Revolisyonè pou Liberasyon Mas yo (MORELIM) / Nelio Petit-Homme
 COMIPOL/ Ernso Ertilus et Julio Fils Cham
 Union Nationale des Normaliens-nes d'Haïti (UNNOH) / Péguy Noel
 Kolektif Solidarite, Idantite ak Libète (KSIL) / Rudy Prudent
 Konbit Ayisyen pou Lojman Altènatif (KAYLA) / Francia Pierrette
 KOPI / Raimy Ysmael
 Platfòm Ayiti Vèt (PAV) / Saico Jean Michel Sévère
 Inisyativ 109 / Luckner Jabouin
 Union Syndicale des Transporteurs Haïtiens (USTRAH) / Venès Junior Many
 Asosyasyon Viktim Masak Leta nan Katye Popilè yo (AVIMEKP) / Nevelson Jean-Baptiste
 Antèn Ouvriye / Reyneld Sanon
 Nou se Dorval / Iswick Théophin
 Rezo Òganizasyon Nòdwès / Kerby Joseph
 MODÒD / Jose Félix
 Rezo Òganizasyon Marigo / Lainé Louis
 AJ3L / Kerly Dubréus
 Platfòm Oganizasyon pou Ideyal Bwawon Tonè / Hugues-Capè Mondésir
 FGPB / Edmond Jean-Paul
 SECD / Georges Réginald
 MOSSOH / Gary Lindor
 Rasanbleman Fanm Peyizan Aken / Louise Marie Naissant
 Kowòt Patriyotik / Francisco Alcide
 MOPDES –Nòdès / Astride Noel
 OJPDCP-NIPPES / Simon Wallan
 Cercle Grégory Saint-Hilaire / Cilien Luxenat
 Armand Joseph Jules / Citoyen engagé

SITWAYEN / Gustave Augustin
Fòs Dèlma 32 / Clerveaux Fritznel
Sèk Janil / Wasly Simon
Baugé mon cœur/citoyen engagé
PLANARE / Victor Charidieu
Kolektif medsin tradisyonel / Berthony Jean Charles
MSTH-ROZO / Mario Maisonneuve
ASJPCH / Luckner Chéry
ESKANP/ Mario Coty
ROZO/Mirtha Elie
FOSYNPO/Gedeon Junior Georges
FRAKKA/ Francois Philippe
ZOULA/ Pierre Dieudonné Delice
Òganizasyon Konbit Aksyon Popilè / James Francisque
Schneider Alcereste / NOUVOLIB
Kolektif Atis Angaje (KATAN) / Kébert Bastien
Konbit Òganizasyon Sendikal, Politik ak Popilè / Josué Mérilien
Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA) / Camille Chalmers
MOLEGHAF / David Oxygène
Mouvman Leve Kanpe pou yon Lòt Endepandans / Patrick Joseph

Pour authentication :



Camille Chalmers / PAPDA



Rudy Prudent / KSIL



Josué Mérilien / KONBIT